

Les mouvements de libération

par John S. Saul

Les mouvements de libération dans les colonies portugaises d'Afrique sont maintenant presque parvenus à éliminer la présence coloniale brutale et archaïque du Portugal en Afrique. Le coup d'État du 25 avril au Portugal et ses répercussions sont, bien entendu, ce qui a déclenché le processus de décolonisation mais personne ne peut sérieusement mettre en doute le fait que le coup d'État est tout d'abord le résultat de la lutte des mouvements de libération de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de l'Angola. Pour l'observateur, deux leçons se dégagent de l'étude de ces mouvements et de leurs succès, bien que l'expérience montre que les responsables de la politique canadienne éprouveront un mal particulier à les apprécier pleinement.

L'une de ces leçons est que la *violence*, à laquelle les mouvements de libération de ces trois territoires ont recouru avec réticence mais de façon résolue, est une condition préalable absolument nécessaire à la libération de la population africaine de ces contrées. Cela montre à quel point est creuse la rhétorique traditionnelle des porte-parole officiels canadiens qui n'ont cessé de prêcher aux Africains les vertus de la patience et des «solutions pacifiques»; une telle rhétorique apparaît aujourd'hui n'être qu'une tentative réactionnaire en vue de dénier aux populations africaines du Sud de l'Afrique la seule méthode que l'intransigeance des Blancs leur laisse en vue de faire avancer leur cause. Deuxièmement, ces mouvements ont fait plus qu'apporter la preuve que de telles guerres de libération sont militairement efficaces. Il devient de plus en plus évident dans les régions libérées de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de l'Angola que ces guerres font également partie intégrante d'un processus plus vaste de mobilisation et de participation populaires qui peut servir de base à une redéfinition spectaculaire des solutions au problème du sous-développement en Afrique. Dans le tumulte de la guérilla, de véritables révolutions sociales se sont déclenchées, révolutions qui portent la promesse d'une solution de rechan-

ge radicale à la conventionnelle «voie vers le développement» qui a échoué de façon grotesque dans la plus grande partie de l'Afrique indépendante.

Il n'est possible ici de justifier que de façon très brève ces affirmations, mais un nombre grandissant de publications vient à leur appui. Prenons d'abord le cas du *Partido Africano da Independencia da Guiné e Cabo Verde* (PAIGC) et de la République maintenant indépendante de la Guinée-Bissau. Le PAIGC a été fondé en 1956 sous la direction de Amilcar Cabral, un natif du Cap Vert qui a reçu une formation d'agronome à Lisbonne. Désespérant de trouver une voie pacifique vers l'indépendance après le massacre par les Portugais de cinquante dockers grévistes à Píguiti en 1959, le mouvement se prépara à l'action militaire en mettant sur pied immédiatement une organisation efficace, en mobilisant le soutien populaire au moyen d'une action politique clandestine et en nouant de solides contacts internationaux. Lorsque la guerre de guérilla commença en 1963 avec l'ouverture de fronts au sud et au nord, la situation était mûre; dès 1965, la moitié de la Guinée-Bissau pouvait être considérée comme libérée. En 1966, un troisième front fut ouvert dans l'est et en 1973, malgré l'augmentation des troupes terrestres portugaises dont le nombre était maintenant de 35,000, les guérilleros du PAIGC contrôlaient effectivement 80 p. cent du territoire.

M. Saul est professeur de science politique et de sciences sociales au Collège Atkinson de l'Université York. Il enseigne durant sept ans à l'Université de Dar es-Salaam (Tanzanie). En 1972, se rendant à l'invitation du FRELIMO, il a visité les zones libérées du Mozambique. Il est le co-auteur d'un ouvrage intitulé Essays on the Political Economy of Africa et a participé à la publication de Socialism in Tanzania: Politics and Policies. Son livre le plus récent s'intitule Canada and Mozambique. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.

